



Maison d'Arrêt de Rouen

Urgence absolue

LETTRE OUVERTE

Monsieur Gérald DARMANIN

Ministre de la Justice, Garde des Sceaux

Ministère de la justice

13 Place Vendôme

75042 PARIS Cedex 01

Objet : MA Rouen urgence absolue

Monsieur le Ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Il est des situations qui ne peuvent plus être ignorées, des réalités qui exigent une réponse immédiate. L'état de la Maison d'Arrêt de Rouen en fait partie. Ce n'est plus une simple alerte, c'est une urgence absolue.

Bien que des travaux d'extrême urgence aient été entrepris, la dégradation de l'établissement se poursuit à un rythme effréné. Chaque jour apporte son lot de nouvelles difficultés : des cellules condamnées, des douches hors service, des plafonds qui s'effondrent sous l'effet du temps et de l'humidité. La moisissure ronge les murs des cellules, rendant l'environnement insalubre pour ceux qui y vivent comme pour ceux qui y travaillent.

Face à cette situation, les Personnels sont contraints de faire face à des solutions précaires, entassant trois personnes détenues par cellule de 9m², espace conçu pour en accueillir une voire deux, exacerbant ainsi les tensions et multipliant les risques de violences.

Cette surpopulation, ajoutée à des conditions de détention indignes, crée un climat explosif. L'insécurité grandit pour les collègues, dont la charge de travail devient insoutenable.

Ainsi, comment garantir l'ordre et la sécurité dans un tel chaos ?

Les travaux en cours, bien qu'indispensables, ne suffiront pas. Cet établissement a besoin d'une rénovation complète, pas de simples pansements sur une plaie béante.

Pour FO Justice, il est impératif de repenser la vocation de cette maison d'arrêt. En effet, si cet établissement reste une structure vieillissante avec un plan de travaux sur quinze ans, il ne peut continuer à accueillir la même population pénale. Il y a urgence à redonner une lettre de mission au personnel de direction, une nouvelle vocation pour Bonne-Nouvelle qui se situe en plein cœur de ville, à proximité des transports en commun et ainsi, alléger la charge pour les Personnels et la structure.

Laisser cet établissement dans son état actuel, c'est mettre en danger tous ceux qui y vivent et y travaillent. C'est accepter que l'insécurité et la violence deviennent la norme.

Monsieur le Ministre, l'heure n'est plus aux constats, mais aux décisions. Il est de votre responsabilité d'agir sans attendre, avant qu'un drame ne vienne s'ajouter à l'insoutenable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Secrétaire Général,

Emmanuel BAUDIN

